

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### « Ne laissez pas le mieux devenir l'ennemi du bien »

Après les réunions ministérielles qui se sont tenues en marge du Forum économique mondial à Davos et des réunions des ministres du Commerce du G-20 et de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui se sont déroulées plus tôt cette année, la dernière mini-conférence ministérielle de l'OMC, qui doit donner un nouvel élan à l'ensemble des négociations de Bali avant le congé d'été, s'est déroulée parallèlement à la Conférence ministérielle de l'OCDE à Paris, le 30 mai.

En raison de la lenteur des progrès réalisés jusqu'à présent à l'égard de l'ensemble de Bali, les hauts fonctionnaires d'environ 20 pays (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, UE, Hong Kong, Inde, Jamaïque, Japon, Mexique, Népal, Nouvelle-Zélande, Pérou, Afrique du Sud, Suisse et États-Unis) ont tenu une discussion plus ciblée sur ce qui doit être mis en œuvre pour parvenir à un résultat réussi lors de la CM9 à Bali, en décembre.

On a dit de la réunion, qui a duré environ trois heures, qu'elle était très ciblée et très précise.

« [Traduction] Nous avons donné des instructions claires aux négociateurs (...) l'ambiguïté n'était pas une caractéristique de la discussion d'aujourd'hui », a déclaré le ministre du Commerce de l'Australie, M. Craig Emerson.

### **FE et détention de stocks publics**

Bien que l'on ait également soulevé d'autres sujets à l'étude pour Bali, notamment l'administration des CT ou les mesures pour améliorer l'accès aux marchés pour les pays les moins avancés (PMA), les discussions de Paris se sont articulées autour de deux principaux enjeux qui se trouvent dans un équilibre précaire sur lequel il faut se pencher : la facilitation des échanges (FE), considérée comme une pièce maîtresse de l'ensemble de Bali, et la proposition du G-33 sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire.

Le premier enjeu – la FE – passe pour avoir un énorme impact économique, bien que n'ayant que de faibles ramifications politiques, alors que la proposition du G-33 est lourde de conséquences politiques, mais plutôt insignifiante sur le plan économique.

On estime qu'à elle seule, la facilitation des échanges peut procurer 44 % des avantages disponibles du Cycle de Doha, en réduisant les coûts à la frontière (et au-delà de la frontière) pour les entreprises importatrices et exportatrices. À Davos, en Suisse, les ministres ont appris que le texte sur la FE contenait environ 600 crochets (points non conclus). L'objectif consistait à réduire fortement le nombre de ces crochets avant le congé d'été. À Paris, seuls 50 de ces crochets ont été éliminés, ce qui laisse environ 550 paragraphes entre crochets dans le texte.

« [Traduction] À ce rythme, nous n'y parviendrons pas », a déclaré avec force un fonctionnaire qui assistait à la réunion, ajoutant que tous les membres présents dans la pièce sont convenus qu'il faudrait consentir un effort bien plus important pour éliminer les crochets restants dans le texte sur la FE. Le Brésil, par exemple, a proposé de réduire le nombre de 50 % (c.-à-d. à 275) d'ici la fin du mois prochain.

Si la FE avance si lentement, c'est parce que certains pays comme l'Inde et d'autres membres du G-33 l'ont rendue solidaire de leur proposition sur la détention de stocks publics. Les pays développés, parmi lesquels les États-Unis et l'UE, se sont opposés à la proposition du G-33, prétendant que dans son état actuel, elle ne recueillerait probablement pas le consensus, en raison du changement qu'elle apporterait aux règles existantes sur la MGS.

Lors de la consultation sur ce sujet, on a jusqu'à présent essayé d'examiner des solutions propres aux pays, au lieu d'un résultat plus global qui s'appliquerait à tous les pays en développement. Les membres ont également envisagé de changer le prix de référence extérieur (fondé actuellement sur les moyennes de 1986-1988 à 2005-2007), mais cette option s'est heurtée à de la résistance en raison des implications indésirables qui verraient certains bailleurs de subvention importants se retrouver avec un niveau de *de minimis* plus important.

Il est essentiel de trouver une solution à cette question pour faire progresser l'ensemble de Bali. Le gouvernement de l'Inde a déposé devant son parlement un projet de loi sur le droit à l'alimentation qui a d'énormes implications politiques, ont déclaré les fonctionnaires à Paris. Le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Textile de l'Inde, M. Anand Sharma, assure que son pays jouera un rôle constructif pour veiller à un résultat réussi à Bali. Mais, bien qu'il reconnaisse l'importance de la FE, M. Sharma a souligné la nécessité d'aborder les préoccupations en matière de sécurité alimentaire.

L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke, qui assistait à la Conférence ministérielle au nom du représentant au Commerce des États-Unis, a prévenu le 29 mai que l'OMC ne sera pas remise sur la voie pour Bali à moins que ces membres (c.-à-d. l'Inde et le G-33) « [Traduction] qui tiennent les négociations en otage en refusant de permettre que l'on réalise des progrès dans un secteur, la facilitation des échanges, jusqu'à ce qu'ils obtiennent tout ce qu'ils souhaitent en agriculture, cessent d'adopter cette façon de procéder ».

Le lendemain, il a qualifié la réunion ministérielle d'utile. « [Traduction] Une des choses positives qui est sortie de cette réunion est une entente très claire qu'il faut consentir un effort intense au cours des quelques prochains mois pour éliminer les crochets du texte sur la FE. Nous nous y consacrerons très fermement, et je pense qu'à la fin de ce temps, nous aurons une idée bien plus claire du point auquel nous sommes parvenus », a déclaré M. Punke à la fin de la réunion.

## **D'autres points de l'agriculture**

Les autres propositions en agriculture pour Bali ont également été brièvement examinées. La proposition sur l'administration des CT semble recueillir le consensus comme étant calibrée pour Bali. Le Japon et la Suisse ont déclaré qu'ils avaient un problème avec la proposition, mais qu'ils étaient prêts à s'engager.

L'Afrique du Sud, l'Argentine et le Brésil ont déclaré que la récente proposition du G-20 sur la concurrence à l'exportation était importante pour eux. Ils prétendent avoir été très mesurés dans leur approche, car dans leur proposition ils ne demandent qu'une réduction de 50 % de la subvention à l'exportation cette année, soit la moitié de la disposition incluse dans la Déclaration de Hong Kong. La proposition n'a été diffusée que récemment, et le président des négociations sur l'agriculture, M. John Adank, n'a pas encore mené de consultations à ce sujet. Cependant, les États-Unis et l'UE ont déjà refusé de l'inclure pour Bali, affirmant que cela modifierait l'équilibre nécessaire pour parvenir à un résultat réussi.

## **Délai fixé à la fin de juillet**

Le directeur général sortant de l'OMC, M. Pascal Lamy, a qualifié les discussions d'honnêtes et franches. Il y avait un niveau élevé d'engagement; un nombre de pays ont déclaré qu'ils étaient prêts à sortir de leur zone de confort pour certains enjeux, particulièrement la FE et la détention de stocks publics. « [Traduction] Les deux principaux promoteurs, en l'occurrence les É.-U. et l'Inde, ont déclaré qu'ils étaient prêts à travailler intensément au cours des semaines prochaines pour trouver une voie menant à la résolution de ces deux principales questions », a déclaré avec insistance M. Lamy.

« Nous saurons d'ici la fin juillet si cette réunion a donné l'élan nécessaire. Sans cet élan, Bali n'est pas réalisable ».

M. Lamy a déclaré qu'il trouvait que les membres sont véritablement disposés à accroître le rythme, sachant qu'un échec à Bali aurait un effet nuisible durable pour l'OMC.

« [Traduction] Il y avait également un accord général que nous ne chercherions pas à parvenir à un accord politique qui manque de substance simplement pour dire que nous avons obtenu un résultat à Bali. Vous seriez capable d'y voir clair, nous serions capables d'y voir clair, le monde entier serait capable d'y voir clair, nous sommes donc intéressés uniquement à un accord sur le fond », a déclaré le ministre du Commerce d'Australie, M. Craig Emerson. « Nous ne voulons pas que le mieux soit l'ennemi du bien, par exemple que nous visions tellement haut que nous finissions bredouilles. L'échec est inacceptable », a-t-il conclu.

« [Traduction] Il y a un sentiment partagé que nous pénétrons dans une zone dangereuse, a reconnu M. Lamy, car juillet est la dernière station-service avant l'autoroute menant à Bali ».

## Prochains événements

- Réunion informelle du Comité des négociations commerciales, 3 juin 2013
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 13-14 juin, 4 septembre
- Sommet du G8, 17-18 juin 2013 en Irlande
- XVIII<sup>e</sup> série du PTP, 15-25 juillet 2013, Kuala Lumpur
- Conseil général, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Forum public de l'OMC, 1<sup>er</sup>-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1<sup>er</sup>-8 octobre 2013
- 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

*Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.].

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.cbhema.com](http://www.cbhema.com).



Dairy Farmers  
of Canada  
Les Producteurs laitiers  
du Canada



Chicken Farmers  
of Canada  
Les Producteurs de  
poulet du Canada

EGG FARMERS  
OF CANADA  
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS  
D'ŒUFS DU CANADA  
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS  
OF CANADA  
LES ÉLEVÉS DE DINDON  
DU CANADA

Canadian  
Hatching Egg  
Producers



Les Producteurs  
d'œufs d'incubation  
du Canada